



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Marché de fournitures courantes et services pour l'installation et la location d'une cuisine provisoire dans le cadre de l'implantation d'une 4ème Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile (UIISC) à Libourne (33)

SGAMI33-2024-20-FCS

Marché de fourniture passé par procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique

Le CCAG – Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1 – PRÉSENTATION DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS.....	5
2.1 – Nature des prestations.....	5
2.2- Connaissance du dossier.....	6
2.3 – Connaissance des lieux.....	6
ARTICLE 3 – DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – RECONDUCTIONS – DÉBUT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
3.1 – Durée d'exécution du marché.....	6
3.2 – Délais d'exécution par phases.....	7
3.3 – Délais de remise des documents.....	7
ARTICLE 4 – PROCÉDURE ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	8
4.1 - Procédure.....	8
4.2 - Allotissement.....	8
4.3 - Tranches.....	8
4.4 - Variantes.....	8
4.4.1 – à l'initiative du candidat.....	8
4.4.2 – à l'initiative de l'acheteur.....	8
4.5 - Prestations similaires.....	8
4.6 - Pièces contractuelles du marché.....	8
ARTICLE 5 DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET DES INTERVENANTS.....	9
5.1 – L'acheteur	9
5.2 – Le titulaire.....	9
5.3 – Sous-traitants.....	10
5.4 - Autres intervenants dans l'opération.....	11
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	12
6.1 – Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution.....	12
6.2 - Clause de confidentialité.....	13
6.3 - Protection des données personnelles.....	13
6.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	13
6.5- Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	13
6.6 Obligation d'information et de conseil.....	13
6.7- Remise en état du site et évacuation des déchets.....	14
6.8- Obligations de l'acheteur.....	14
CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
ARTICLE 7 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	15
7.1 – Unité monétaire.....	15
7.2 – Taxe sur la valeur ajoutée.....	15
7.3 - Prix.....	15
7.3.1 - Mois d'établissement du prix du marché.....	15
7.3.2 – Forme du prix.....	15
ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	15
8.1 – Les avances.....	15
8.2 – Les acomptes.....	16
8.3 – Formalisme de la demande de paiement.....	17
8.3.1 - Dématérialisation des factures.....	17
8.3.2 - Présentation des factures.....	17
8.4 – Validation des demandes de paiements.....	17
8.5 – Délai de paiement et intérêts moratoires.....	17
CHAPITRE III – MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	19

ARTICLE 9 – ORDRES DE SERVICES.....	19
9.1 Définition.....	19
9.2 Délais.....	19
9.3 Forme de notification.....	19
ARTICLE 10 - RÉUNIONS.....	20
ARTICLE 11 - ASSURANCES.....	20
ARTICLE 12 – CLAUSE D’ACTION SOCIALE.....	21
12.1 Les conditions d’exécution.....	21
12.2 Les modalités de réalisation d’actions sociales.....	21
12.3 Les modalités de contrôle de la clause.....	23
12.4 Les cas particuliers.....	23
ARTICLE 13 - CLAUSE DE SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES.....	23
ARTICLE 14 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	24
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS.....	25
15.1 – Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents.....	25
15.2 – Pénalités en cas d’absence à une réunion.....	25
15.3 - Pénalités en cas de retard dans la restitution de l’avance.....	25
15.4 – Pénalité pour intervention non agréée sous-traitant.....	26
15.5 – Pénalité pour retard dans l’exécution des prestations.....	26
15.6 – Pénalité de maintenance.....	26
15.7 – Pénalité pour non-respect des consignes SPS et CT.....	26
15.8 – Pénalités pour non-respect de l'Engagement d’actions sociales :.....	26
CHAPITRE IV – MAINTENANCE.....	27
ARTICLE 16– OBJET DE LA MAINTENANCE.....	27
ARTICLE 17– CONDITIONS D’EXÉCUTION.....	27
ARTICLE 18– DURÉE DE LA MAINTENANCE.....	27
ARTICLE 19– EXÉCUTION DE LA MAINTENANCE.....	27
19.1 – Objectif.....	27
19.2 – Détail des installations maintenues et périmètre d’intervention.....	28
19.3 – Modifications par la personne publique/le titulaire.....	28
19.4 – Délais d’intervention.....	28
19.5 – Sous-traitance.....	28
19.6 – Contrôles et inspections réglementaire.....	29
19.6.1 – Documents de référence.....	29
19.6.2 – Référentiels.....	29
19.6.3 – Généralités.....	29
19.6.4 – Livrables à transmettre.....	30
19.6.5 – Périodicité de certains contrôles.....	31
19.7 – Notification des dates d’allumage et d’extinction.....	32
19.8 – Notification des pannes.....	32
ARTICLE 20– FORME ET CONTENU DES PRIX.....	33
ARTICLE 21– PRIX ET CONDITIONS DE FACTURATION.....	33
21.1 – Prix maintenance.....	33
21.2 – Révision du prix maintenance.....	34
21.3 – conditions de facturation et modalités de règlement.....	34
ARTICLE 22– PÉNALITÉS DE MAINTENANCE.....	35
CHAPITRE V – CLAUSES DIVERSES.....	36
ARTICLE 23– RÉSILIATION.....	36
ARTICLE 24– PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES.....	36

ARTICLE 25 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	36
ARTICLE 26 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	36
26.1 – Médiateur – relations fournisseurs achats responsables (RFAR).....	36
26.2 – Le CCIRA.....	37
26.3 – Tribunal compétent en cas de litige.....	37
CHAPITRE VI – DÉROGATIONS.....	38
ARTICLE 27 – DÉROGATIONS AU CCAG.....	38

ARTICLE 1 – PRÉSENTATION DU MARCHÉ

La création d'une 4^e unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) en zone Sud-Ouest est l'un des axes forts du plan de lutte contre les feux de forêt présenté le 28 octobre 2022 par le Président de la République. Elle vient s'ajouter aux 3 UIISC existantes.

Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a annoncé le 02 août 2023 que la 4^{ème} UIISC serait implantée à Libourne, en partie sur le site des anciennes casernes Lamarque et Proteau, également appelé site cœur et sur d'autres sites complémentaires à proximité permettant de garantir le respect du contrat opérationnel de service de la sécurité civile.

Au vu de l'ampleur des travaux de rénovation du site des Casernes Lamarque et Proteau, une organisation transitoire va être mise en place sur le site de la Caserne Lamarque afin de répondre aux besoins de la sécurité civile en matière d'hébergement, de bureaux et de restauration.

Cette phase transitoire va durer environ 3 ans (de juillet 2024 à juillet 2027). Néanmoins, l'actuel projet de marché est prévu pour une durée maximale de 4 ans afin d'anticiper un éventuel retard des travaux de rénovation.

Aussi, le présent marché de fournitures courantes et services porte sur l'installation et la location d'une cuisine provisoire afin de répondre aux besoins en restauration pendant la phase transitoire.

Lieu d'exécution de la prestation :

**Site « cœur » d'implantation de la 4^{ème} UIISC
(organisé autour des casernes Lamarque et Proteau)
15 Place Joffre
33500 LIBOURNE**

ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS

2.1 – Nature des prestations.

Il est entendu que le Titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans le programme technique, mais aussi toutes les prestations nécessaires au respect des règles de l'art, des lois et règlements en vigueur.

Le titulaire doit également toutes les prestations nécessaires à la sécurisation de son chantier et de ses interventions de maintenance.

Le présent marché intègre les prestations suivantes :

Phase 1 :

- Préparation et études,
- Préparation du site,
- **Livraison, grutage et installation de la cuisine provisoire, des équipements de cuisine et de la 1^{ère} ligne de self,**
- Réalisation des raccordements,
- Essais et mise en service.

Phase 2 :

- Location de la cuisine provisoire, des équipements de cuisine et de la 1ère ligne de self,
- Maintenance et SAV pendant toute la durée de la location,
- **Installation, mise en service, location et maintenance / SAV de la 2ème ligne de self (à compter de la deuxième année de la durée ferme du marché).**

Phase 3 :

Démontage, enlèvement et remise en état des extérieurs.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le programme technique et ses annexes joints au présent DCE.

2.2- Connaissance du dossier

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la totalité des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par l'acheteur.

2.3 – Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir soumissionné et avoir pris connaissance des contraintes des sites et de l'emplacement de la cuisine provisoire, le titulaire est réputé connaître et avoir pris en considération:

- les difficultés éventuelles d'accès ;
- les possibilités de stationnement et de giration des camions et engins ;
- les conditions relatives aux moyens de communication et de transport ;
- les installations nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les autres éléments pour lesquels les informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui peuvent, en quelque manière, influencer sur la bonne réalisation des prestations et sur les prix ;
- les contraintes et éléments précisés dans le cahier des charges technique.

Le Titulaire ne peut pas se prévaloir d'une erreur, omission ou contradiction manifeste dans les pièces, dans la mesure où il aura eu la possibilité de les signaler au cours de la consultation.

ARTICLE 3 – DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – RECONDUCTIONS – DÉBUT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

3.1 – Durée d'exécution du marché

Le marché public est conclu pour une durée ferme de 28 mois à compter de la date démarrage de la phase 1 indiqué dans l'ordre de service de démarrage des prestations notifié au titulaire.

Le marché est reconductible deux fois pour une durée supplémentaire de 12 mois.

La durée maximale du présent marché est donc de 52 mois (durée ferme et reconductions comprises).

En cas de fermeture ou déménagement d'un site ou d'un service (ou autre cas particulier) l'acheteur peut prendre la décision de ne pas reconduire le marché, ou de le reconduire pour une période inférieure à celle prévue, auquel cas cette période raccourcie sera la dernière ; elle en avertit alors le titulaire avant l'échéance de la période en cours.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

3.2 – Délais d'exécution par phases

➤ Délais d'exécution phase 1 :

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, **le délai d'exécution de la phase 1 est de 3 mois** à compter de la date de démarrage des prestations indiqué dans l'ordre de service de démarrage des prestations notifié au titulaire. Ce délai se décompose comme suit :

- Préparation et études : 2 mois
- Installation de la cuisine provisoire (incluant la préparation du site, la livraison, le grutage l'installation de la cuisine et de ces équipements, l'installation de la 1ère ligne de self, les raccordements, les essais et la mise en service) : 1 mois.

➤ Délais d'exécution phase 2:

Le délai d'exécution de la phase 2 cours à compter de la date d'admission par l'acheteur des bâtiments livrés, installés, équipés, raccordés et prêt à être utilisés. La location de la cuisine et de ses équipements débutera à compter du 01 octobre 2024.

Le délai d'exécution de la phase 2 est de **minimum 24 mois, et de 48 mois maximum en cas de reconductions de deux fois 12 mois**.

Cette phase comprend deux étapes :

- **Etape n°1 (début le 01/10/2024) :** Location et maintenance 12 mois fermes de l'ensemble des installations et équipements dont la 1ère ligne de self
- **Etape n°2 (début le 01/10/2025):**
 - **installation de la 2ème ligne de self,**
 - location et maintenance 12 mois fermes de l'ensemble des installations et équipements dont la 1ère ligne et la 2ème ligne de self.
 - Reconduction possible de deux fois 12 mois

➤ Délai d'exécution phase 3:

La phase 3 débute à compter de la fin de la période de location et de maintenance de l'ensemble des installations et équipements mis à disposition par le titulaire du présent marché.

Cette dernière phase aura une durée d'1 mois.

La date prévisionnelle de début d'exécution est prévue le 18/06/2024.

L'ensemble des dates indiquées au titre du présent article sont indicatives et n'ont pas de valeur contractuelle.

3.3 – Délais de remise des documents

Le délai d'établissement des documents d'études est fixé de la manière suivante :

Éléments	Faits générateurs	Délais de production
Dossier d'implantation des modulaires et de raccordements	OS de démarrage de la phase 1	1 mois

4.1 - Procédure

La procédure d'appel d'offres ouvert est passée en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique

4.2 - Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti ayant pour objet des fournitures et prestations homogènes sur un site unique.

4.3 - Tranches

Sans objet.

4.4 - Variantes

4.4.1 – à l'initiative du candidat

Conformément aux articles R.2151-8, R.2151-10 et R.2151-11 du code de la commande publique, l'acheteur autorise le candidat à présenter, **en plus de l'offre de base une offre, une offre variante en complétant et signant l'acte d'engagement (offre variante) ainsi que la DPGF adaptée à leur offre variante.**

Afin de pouvoir présenter une offre variante, le candidat doit IMPERATIVEMENT présenter l'offre de base. Si tel n'est pas le cas, **le candidat verra son offre être rejetée.**

La variante doit permettre de réaliser une prestation de qualité au moins égale à la solution de base dans une enveloppe financière inférieure ou égale à la solution de base.

4.4.2 – à l'initiative de l'acheteur

Ce type de variante n'est pas autorisé dans ce marché.

4.5 - Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

À cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sera engagée.

4.6 - Pièces contractuelles du marché

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF - annexe financière de l'acte d'engagement) ;

- Toute autre annexe à l'acte d'engagement ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le programme technique ;
- les annexes au programme technique ;
- le cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (non fourni) ;
- l'offre technique du candidat désigné attributaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les ordres de services ;

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché.

Le titulaire désigné par l'acheteur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du CCAG-FCS et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le présent CCAP qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 5 DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET DES INTERVENANTS

Le présent marché est conclu entre :

5.1 – L'acheteur

Monsieur Le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud-Ouest
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur du SUD-OUEST
89 Cours Dupré de Saint-Maur
BP 30091
33041 BORDEAUX CEDEX

L'acheteur est habilité à signer le marché et se charge de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer.

Il désigne le mandataire ci-après afin de le représenter à l'égard des tiers et dans l'exercice des attributions qui lui sont confiées.

5.2 – Le titulaire

L'opérateur économique désigné attributaire du marché conclu avec l'acheteur est dénommé «Titulaire » dans le présent CCAP et est désigné à l'article B de l'acte d'engagement.

Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article B de l'acte d'engagement.

En cas de groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire désigné dans l'acte d'engagement. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

La nature du groupement est à préciser à l'article B de l'acte d'engagement.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres.

5.3 – Sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant prévues aux articles L.2191-1 et suivants et R.2191-1 et suivants du Code de la commande publique.

En application de l'article L.2193-4 à L.2193-7 du Code de la commande publique, la déclaration de sous-traitance peut intervenir :

- au moment du dépôt de l'offre, en annexant à l'acte d'engagement le formulaire ATTRI2 disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019> ;
- après le dépôt de l'offre (en utilisant le formulaire DC4 applicable au 1^{er} janvier 2024 disponible au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) en adressant l'ensemble des pièces listées ci-après à l'adresse mail suivante : sgami-so-dim-bzac-marches@interieur.gouv.fr

ou à l'adresse suivante :

SGAMI Sud-Ouest
Direction de l'Immobilier
Bureau zonal administratif et comptable
89 cours Dupré de Saint-Maur – BP 30091 BORDEAUX Cedex

ou par tout moyen permettant d'en accuser réception de manière certaine pour acceptation et agrément des conditions de paiements du sous-traitant par l'acheteur.

Dans les deux cas, vous devrez joindre impérativement l'ensemble des pièces ci-dessous :

- RIB du sous-traitant
- Attestation de régularité fiscale du sous-traitant (**datée de moins de 3 mois**) ;
- Attestations de régularité sociale du sous-traitant attestant de la fourniture des déclarations sociales et des paiements des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (**datée moins de 6 mois**) ;
- Attestation d'assurances en cours de validité du sous-traitant ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- le contrat de sous-traitance.

Dans le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4 et ATTRI 2) vous devez impérativement indiquer :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (n°EJ indique sur l'acte d'engagement notifié au titulaire - pour le DC4 uniquement) ;
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- le cas échéant, les tranches concernées en cas de marché à tranche ;
- le cas échéant, le taux de TVA impacté par la sous-traitance en cas de taux distincts (ex : amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation, travaux d'amélioration, entretien des locaux à usage d'habitation) ;

Il doit être noté que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, l'acheteur sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'apprécier des conditions de paiement du sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-9 du code de la commande publique, si l'acheteur considère que les prix des prestations qu'il est prévu de sous-traiter est anormalement bas, il sera demandé au titulaire de justifier ces prix. Si aucune justification permettant d'expliquer les prix proposés n'est apportée, la sous-traitance ne pourra être agréée.

⚠ Si vous indiquez au moment du dépôt de l'offre avoir recours à la sous-traitance, vous serez dans l'obligation de transmettre à l'acheteur au plus tard avant l'attribution du marché les éléments énumérés ci-dessus.

Toute déclaration de sous-traitance (Formulaire ATTRI 2 ou DC4) déposée au moment du dépôt de l'offre peut au cours de l'exécution du marché faire l'objet d'une déclaration modificative.

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC, sera effectué par application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique, une avance, sur demande des sous-traitants, peut être versée.

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément de l'acheteur afin que les prestations ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des prestations continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532.9 du Code du travail

5.4 - Autres intervenants dans l'opération

L'acheteur communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives :

- Assistant à Maîtrise d'ouvrage : CESTI
49 BIS RUE ALPHONSE DE LAMARTINE – ATUR
24750 BOULAZAC ISLE MANOIR
contact@cesti.fr

- Contrôleur technique : APAVE IC BORDEAUX
Z.I. AVENUE GAY LUSSAC
BP 3
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
batiment.bordeaux@apave.com
- Coordonnateur SPS : ELYFEC
32 Allée de Boutaut
33070 Bordeaux

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

En application de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

Modification du groupement cas de défaillance du mandataire :

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

Modification du groupement en cas de défaillance d'un co-traitant :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- soit le mandataire lui-même ou l'un des co-traitants
- soit un sous-traitant
- soit un nouveau co-traitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Un acte modificatif est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des co-traitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

6.1 – Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution

Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du co-traitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées. Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. À défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de laisser les membres de groupement poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire solidaire. L'acheteur sera rendu destinataire de la nouvelle convention de groupement.

6.2 - Clause de confidentialité

Les stipulations de l'article 5.1 du CCAG FCS s'appliquent.

6.3 - Protection des données personnelles

Les stipulations de l'article 5.2 du CCAG FCS s'appliquent.

6.4 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

6.5- Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

À ce titre, il fournira régulièrement à l'acheteur tous les documents attestant qu'il est à jour et tout autre document que l'acheteur pourrait réclamer en rapport avec ces obligations administratives et fiscales.

Il devra également fournir à sa demande tout document attestant qu'il respecte les différentes réglementations, notamment pour le travail dissimulé et les travailleurs détachés.

Constat d'irrégularité

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par l'acheteur et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération. S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès de l'acheteur, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Dans tous les cas, ces constats feront l'objet de l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

6.6 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte), il est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation dès qu'il se rend compte, lors de ses interventions, de tout dérèglement, dysfonctionnement, danger potentiel au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces. Le titulaire propose des actions pour les réduire.

Le Titulaire informera également l'Acheteur ou son représentant de toutes évolutions juridiques et réglementaires en lien avec le marché et dont il a connaissance.

Le Titulaire donnera à l'Acheteur ou son représentant la possibilité de bénéficier des avantages de tout perfectionnement qu'il juge utile et notamment de tout dispositif nouveau qu'il a éventuellement mis au point ou dont il a eu connaissance pendant l'exécution du marché. Il proposera à l'Acheteur ou son représentant des adaptations du projet en lien avec ces évolutions.

Toute modification, qu'elle soit technique ou financière, donnera lieu à un acte modificatif.

6.7- Remise en état du site et évacuation des déchets

Le titulaire doit procéder au nettoyage et à l'évacuation des déchets produits par son activité pendant toute la durée de son intervention.

À l'issue de l'enlèvement (phase 3 du marché), toute trace de la cuisine provisoire sera nettoyée et les extérieurs seront remis en l'état le cas échéant.

6.8- Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par l'acheteur.

ARTICLE 7 – PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1 – Unité monétaire

Tous les prix spécifiés aux annexes à l'Acte d'Engagement ainsi que ceux mentionnés dans l'ensemble des documents contractuels sont exprimés en euros.

7.2 – Taxe sur la valeur ajoutée

Le taux de TVA pour ce marché est de 20 %.

7.3 - Prix

7.3.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0. Ce mois M0 est le mois de la remise de l'offre finale.

En cas de négociation, ce mois M0 sera le mois de remise de l'offre reçue à l'issue des négociations.

7.3.2 – Forme du prix

7.3.2.1 Prix fermes

Les prix sont fermes en application de l'article R.2112-9 du Code de la commande publique pour l'ensemble des fournitures et services

7.3.2.2 Prix révisables

Les prix relatifs à la maintenance sont révisables (Cf. article 21.2 – Révision du prix maintenance).

ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Les avances

Le présent marché retient l'Option A du CCAG FCS (l'article 11.1) dans la fixation du montant de l'avance.

Une avance de 20% est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique, y compris dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

L'article R.2191-8 du code de la commande publique dispose que l'acheteur peut prévoir une avance au-delà de 30%. Au titre du présent marché, l'avance sera portée à 30% si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise (Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros).

Le titulaire ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas contraire, cette dernière est versée dans les 30 jours suivants la date de notification de l'OS de démarrage des prestations pour une avance à 20 %.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le versement de l'avance au sous-traitant interviendra dans un délai de 30 jours après la notification de la déclaration de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de résiliation du marché, le titulaire a trente (30) jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance versée.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

8.2 – Les acomptes

Les règles relatives aux acomptes sont fixées aux articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique.

Échéancier des paiements

Les acomptes sont versés, au fur et à mesure de l'avancement des prestations et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. La périodicité des acomptes ne peut être inférieure à 1 mois ni supérieure à 3 mois en application de l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Dossier d'implantation des modulaires et de raccordements	70 % à la remise du dossier
	30 % à l'approbation de l'acheteur
Implantation de la Cuisine provisoire, des équipements et de la ligne de self n°1, y compris prestations préparatoires connexes	100 % à la levée des réserves de l'acheteur
Implantation de la ligne de self n°2	100 % à la levée des réserves de l'acheteur
Location et Maintenance	Mensuel
Désinstallation des modulaires	70 % au départ effectif des modulaires
	30 % à la levée des remarques de l'acheteur

8.3 – Formalisme de la demande de paiement

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'ensemble des entreprises (microentreprises également) sont soumises à la facturation électronique pour les factures à destination de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs.

8.3.1 - Dématérialisation des factures

Les factures doivent être dématérialisées via l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

8.3.2 - Présentation des factures

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

La facturation doit respecter les mentions indiquées dans le décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique:

De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée:

- le numéro de l'engagement juridique CHORUS référençant le marché et présent sur la première page de l'acte d'engagement communiqué à la notification du marché au titulaire ;
- le numéro de siret du SGAMI : **110 002 011 00044**
- le numéro d'identification du service (code exécutant) : **MI5PLTF033**

8.4 – Validation des demandes de paiements

L'acheteur pourra suspendre le délai de paiement, voire rejeter la demande de paiement, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des montants prévues par les textes en vigueur ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. La suspension du délai de paiement est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser réception de manière certaine.

À compter de la réception des éléments ou corrections demandées, un nouveau délai de paiement est ouvert. L'Acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées ainsi que la variation de prix, en cas de variation de prix prévue au marché. Conformément à l'échéancier des paiements prévu par le marché, il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

8.5 – Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement de l'état et du solde est de 30 jours à compter de la date de réception par le représentant de l'Acheteur de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement prévu notamment dans l'ouvrage de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au

premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 9 – ORDRES DE SERVICES

9.1 Définition

Les ordres de service et décisions de l'Acheteur constituent des décisions unilatérales pour signifier ou ordonner :

- Des débuts ou des fins de tâches ou phases, notamment le commencement et l'admission des prestations ;
- Des décisions modificatives comme les prestations supplémentaires ou des prolongations de délais, dans ce cas l'ordre de service donne lieu à un acte modificatif;

Le présent CCAP précise les modalités de recours aux ordres de service tout au long de l'exécution du présent marché.

Les ordres de services, écrits, datés et numérotés sont notifiés par l'Acheteur (ou son représentant) au Titulaire qui en accuse réception.

Le Titulaire peut, le cas échéant, émettre des réserves sur ces ordres de services, dans un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme strictement aux prescriptions de l'ensemble des ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet de réserves de sa part.

9.2 Délais

À défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans le présent marché, tout délai imparti au Titulaire ou à l'Acheteur commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires (hors spécification contraire « ouvré ») et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

9.3 Forme de notification

Toute notification ou communication entre les parties doit être faite par écrit aux interlocuteurs privilégiés désignés dans le marché, aux adresses figurant dans le marché. Ces notifications sont effectuées :

- Soit par la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) ou par mail
- Soit par remise en main propre, contre signature d'un récépissé
- Soit par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception
- Soit par toute autre forme d'échange dématérialisé permettant d'assurer la traçabilité
- de la notification ou de la communication, ainsi que sa réception.

Si la notification est faite à un interlocuteur extérieur au mandataire du groupement, copie est faite au mandataire du Groupement.

ARTICLE 10 - RÉUNIONS

En plus de celles expressément prévues par les documents du marché, le Titulaire doit participer à toutes les réunions que l'Acheteur juge nécessaires.

À l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé. Les éléments contenus dans ces comptes rendus devront être expressément validés par l'acheteur.

Le titulaire se rend dans les bureaux de l'Acheteur ou sur le site toutes les fois qu'il en est requis. En cas de groupement, la présence de son représentant est requise.

L'absence injustifiée à une réunion pourra faire l'objet d'une pénalité en application de l'article 15.2 du présent CCAP.

Réunion de démarrage des prestations

Après notification du marché, une réunion de démarrage obligatoire, sera organisée avec le titulaire, le prescripteur (direction de l'immobilier du SGAMI Sud-Ouest), le service bénéficiaire et, si besoin, un représentant du bureau de la commande publique.

Cette réunion aura pour but, outre la présentation des interlocuteurs, de rappeler les obligations et responsabilités de chacune des parties ainsi que les modalités d'exécution du marché.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Les dispositions de l'article 9 du CCAG FCS s'appliquent avec les observations suivantes :

Le titulaire et chacun de ses co-traitants, et sous-traitants s'il y a lieu, doivent souscrire à une assurance professionnelle permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par l'acheteur est adapté aux risques relatifs aux prestations objet du marché.

Le titulaire ou chacun des co-traitants, en cas de groupement, doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, avant tout début d'exécution de celui-ci et en début de chaque année civile – pendant toute la durée de l'opération- qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant :

- l'identité de la compagnie d'assurance ;
- le numéro de police d'assurance ;
- la date d'effet et la durée de validité ;
- les activités couvertes par le contrat d'assurance souscrit en lien avec les prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant ;
- les montants des garanties accordés.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Concernant les sous-traitants, il appartient au titulaire d'effectuer le contrôle de leur attestation d'assurance Responsabilité Civile. En cas de sinistre, le titulaire sera responsable des dommages causés par lesdits sous- traitants.

L’acheteur, dans un souci de promotion de l’emploi et de lutte contre l’exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l’article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d’action sociale.

Par dérogation des articles Clauses d’insertion sociale du CCAG la clause d’insertion professionnelle, la clause d’actions sociales se mettra en œuvre selon les prescriptions ci-dessous.

12.1 Les conditions d’exécution

L’entreprise attributaire aura pour obligation de mettre en place au minimum 2 actions sociales pour la durée ferme et 3 en cas de reconduction selon les modalités proposées à l’article 12.2 du CCAP.

Considérant l’article 3 du présent CCAP relatif à la durée d’exécution du marché, les actions seront à mener tout au long de la durée du marché et s’organiseront selon les échéances suivantes :

- Durée ferme du marché (sans reconduction) : le titulaire devra réaliser **a minima, deux (2) actions** de son choix parmi celles proposées devront être réalisées par le titulaire du marché au cours de la durée ferme, à savoir les deux premières années d’exécution.
- Durée ferme et reconduction : le titulaire devra réaliser **a minima trois (3) actions** de son choix parmi celles proposées. **En raison du caractère incertain des périodes de reconduction du marché**, le titulaire est invité à réaliser ces trois (3) actions sociales de la manière suivante :
 - durée ferme : 2 actions réalisées ;
 - reconduction d’un ou deux ans : 1 action réalisée.

Dans le cas d’un marché avec reconduction :

- **que le marché soit reconduit d’un an ou de deux ans, à minima (3) actions seront dues par le titulaire,**
- **si au cours des deux premières années (durée ferme) le titulaire réalise les trois (3) actions** attendues, il pourra, s’il le souhaite, s’affranchir de la réalisation d’une action au cours de la période de reconduction,
- **si le titulaire n’a effectué que deux (2) actions lors des deux premières années (durée ferme) et en cas de reconduction du marché de moins d’un an, le titulaire n’encourra aucune pénalité prévue à l’article 15.8 du présent CCAP en cas de non-réalisation de la 3ème action.**

12.2 Les modalités de réalisation d’actions sociales

Le titulaire, aura la possibilité de choisir les actions sociales à mener parmi celles présentées ci-dessous. Par ailleurs, le titulaire sera libre d’exécuter plusieurs fois la même action.

Le choix de l’action pourra être éclairé de l’avis de la facilitatrice qui mesura alors l’opportunité et la pertinence de l’action choisie selon le contexte économique, sociale et professionnel du territoire et de la période de réalisation de l’action.

➤ 1° Modalité : « Action découverte des métiers »

L’entreprise titulaire s’engage à organiser ou à participer à une action en direction d’un groupe de 3 personnes au minimum, en parcours d’insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs

handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise ;
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action.

Organisation à mettre en place en collaboration avec la facilitatrice des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement etc.

➤ 2° Modalité : « Atelier conseil- entretien ressource »

Cette action consiste, notamment, à accueillir individuellement un minimum de 2 personnes accompagnées dans un parcours d'insertion professionnelle (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Mission locale, Structure d'Insertion par l'Activité Economique...), rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...) dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, et leur proposer :

- Une simulation d'entretien d'embauche ;
- Des conseils autour de la lettre de motivation et du CV ;
- Des conseils autour du projet professionnel ;
- De l'information sur le réseau professionnel de l'entreprise titulaire.

Organisation à mettre en place en collaboration avec la facilitatrice des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : Compte rendu d'entretien et feuilles d'émargement etc.

➤ 3° Modalité : « implication dans une action partenariale »

Cette action consiste à s'associer et à participer, pendant la durée du marché, à minima à une action partenariale en lien avec l'emploi au bénéfice d'un territoire ou d'un public particulier rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (notamment : personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes et seniors en difficulté d'insertion professionnelle, jeunes diplômés...). Il peut s'agir par exemple :

- D'un forum pour l'emploi ;
- Toutes autres actions qui visent la rencontre entre chercheurs d'emploi / employeur.

Organisation à mettre en place en collaboration avec la facilitatrice des clauses sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché : support de communication, feuilles d'émargement etc.

Pour toute information sur les modalités de mise en œuvre de cette clause et son accompagnement, une facilitatrice se tient à la disposition des entreprises :

PLIE DU LIBOURNAIS
Les berges de l'Isle
189 avenue Maréchal Foch
33500 LIBOURNE

Contact : Fabienne POUYADE
Tél : 05 57 51 56 67 / 07 87 31 57 37
clause@plielibournais.fr

12.3 Les modalités de contrôle de la clause

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution des actions sociales pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

À la demande de l'acheteur ou de la facilitatrice, le titulaire fournit tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause d'action sociale. Il produira par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 15.1 du présent CCAP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec le titulaire.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception ainsi que la facilitatrice le plus rapidement possible, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice désignée ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement de l'attributaire à tout ou partie de ses obligations au présent article, l'attributaire pourra faire l'objet de pénalités prévues à l'article 15.8 du présent CCAP.

12.4 Les cas particuliers

- La sous-traitance :

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale. Elle peut décider de demander au sous-traitant de réaliser cette action.

- Licenciement économique-chômage partiel :

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par la direction du travail, l'acheteur examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées aux clauses d'insertion.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Les stipulations de l'article 24 du CCAG FCS s'appliquent : lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties

diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage.

Lorsque la suspension est demandée par le maître d'œuvre, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du maître d'œuvre pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

ARTICLE 14 CLAUSE DE RÉEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

Le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'Acheteur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'Acheteur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Dans ces conditions, la présente clause de réexamens prévoit notamment que si au cours de l'exécution du marché des installations et/ou équipements devaient être ajoutés ou supprimés, le présent marché pourra faire l'objet de modifications quel que soit leur montant, conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique et à l'article 25 du CCAG FCS, sous la forme d'une clause de réexamen.

Dans cette hypothèse, l'acheteur activera la clause de réexamen et engagera avec le titulaire un dialogue et une négociation technique et financière.

Ces modifications feront l'objet d'un acte modificatif signé par l'acheteur et le titulaire et sera notifié dans un délai raisonnable qui tiendra compte de l'objet et ampleur de la modification. Ces modifications pourront modifier le montant du marché.

Le début d'exécution (la facturation et le paiement) est déclenché à la date de notification des modifications précisées dans l'acte modificatif relatif à la clause de réexamen.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS

Les pénalités infligées dans le cadre de l'exécution du présent marché ne peuvent nullement avoir d'effet libératoire en sorte que l'Acheteur (son représentant) se réserve, en sus, le droit de réclamer au titulaire, la réparation du préjudice résultant de tout fait fautif de ce dernier.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités de retard dont le montant est fixé selon les modalités décrites ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Les montants des pénalités sont fermes et non révisables. Ils sont exprimés en euro (€) et la TVA ne s'y applique pas.

Dans le cas d'un groupement pour lequel le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'Acheteur à l'égard des autres co-traitants.

15.1 – Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur. En cas de retard dans la présentation de ces documents, le titulaire subit des pénalités dont le montant par jour de retard constaté est fixé à 200 €.

15.2 – Pénalités en cas d'absence à une réunion

Le titulaire du présent marché est tenu d'assister aux réunions organisées par l'acheteur ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir.

Pour toute absence injustifiée à une réunion ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, l'acheteur se réserve la faculté d'imputer une pénalité de 100€.

15.3 - Pénalités en cas de retard dans la restitution de l'avance

L'avance sera restituée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de résiliation. Passé ce délai, le titulaire du présent marché encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est de **200 € HT**.

15.4 – Pénalité pour intervention non agréée sous-traitant

Dans le cas où une intervention sur site d'un sous-traitant (quel que soit le rang de ce sous-traitant) n'a pas reçu l'agrément de l'acheteur, une pénalité de **200 € par constat** sera appliquée. Si la déclaration de sous-traitance en bonne et due forme n'intervient pas dans un délai de 10 jours à compter de la date du constat, il est appliqué une pénalité de **50 € par jour de retard** constaté.

15.5 – Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations

Une pénalité de **200 € par jour de retard** dans les délais des prestations, est applicable au titulaire du marché.

15.6 – Pénalité de maintenance

Les pénalités relatives aux prestations de maintenance sont prévues à l'article 23 du présent CCAP.

15.7 – Pénalité pour non-respect des consignes SPS et CT

En cas de non-respect des consignes contenues dans les comptes-rendus de réunions et des demandes du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, une pénalité de 250 € par jour suivant le constat sera appliquée.

15.8 – Pénalités pour non-respect de l'Engagement d'actions sociales :

En cas de non-respect des obligations d'actions sociales imputables au titulaire du marché, celui-ci se verra infliger par action sociale non réalisée, une pénalité de 1500,00 €.

CHAPITRE IV – MAINTENANCE

ARTICLE 16– OBJET DE LA MAINTENANCE

Ce chapitre concerne exclusivement le volet maintenance des installations et équipements objet du présent marché.

ARTICLE 17– CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les prestations seront réalisées selon les stipulations définies dans le CCAP et le programme technique.

ARTICLE 18– DURÉE DE LA MAINTENANCE

La durée de la maintenance est fixée à 2 ans minimum (durée ferme du marché) pour chaque module (bâtiment), équipements et lignes de self, à compter de la date de début de location de chaque élément.

En cas de reconduction de la durée de location prévue à l'article 3.2 du présent CCAP, la durée de la maintenance sera de facto reconduite.

Ainsi, la maintenance s'achève à l'issue de la location des modulaires, des lignes de self et de l'ensemble des équipements.

Pour les 2 lignes de self prévues au marché, la location et la maintenance se feront en 3 étapes :

- **1^{ère} étape (1^{ère} année de location)** : maintenance et location de la 1^{ère} ligne de self sur les 12 premiers mois de locations des modulaires.
- **2^{ème} étape (2^{ème} année de location)** : maintenance et location d'une ligne de self supplémentaire à compter de la fin de la première année de location des modulaires.
- **3^{ème} étape (en cas de reconduction)** : maintenance et location des deux lignes de self jusqu'à la fin de la durée de la location des modulaires.

ARTICLE 19– EXÉCUTION DE LA MAINTENANCE

19.1 – Objectif

La maintenance sera à la fois de type « préventive » (systématique et conditionnelle) afin d'éviter les défaillances et leurs conséquences, et de type « curative ».

La maintenance réalisée doit répondre à une obligation de résultat.

Pour ce faire, l'entrepreneur a une obligation de moyens minimums à mettre en œuvre liés entre autres aux gammes de maintenance pour la maintenance préventive systématique.

Le prestataire doit garantir :

- La continuité, la fiabilité et la qualité du service ;
- Le maintien des paramètres techniques de fonctionnement des installations.

- Les performances énergétiques et écologiques
- La pérennité des fonctions assurées par les installations
- L'exploitation réglementaire des installations.

19.2 – Détail des installations maintenues et périmètre d'intervention

La maintenance concerne l'ensemble des équipements techniques et installations décrits dans le programme technique et tout autre équipement installé dans le cadre du présent marché y compris les locaux physiques accueillant les équipements et installations.

À ce titre, la maintenance des installations électriques, de sécurité incendie, de chauffage, de ventilation ou de tout autre installations et réseaux, inclus dans les modulaires et fournis par le titulaire, sera due.

Les contrôles réglementaires listés dans le programme technique font également partie du périmètre de la maintenance.

19.3 – Modifications par la personne publique/le titulaire

Aucune modification n'est admise sans accord préalable des parties.

19.4 – Délais d'intervention

Les délais d'intervention seront les suivants :

Type panne	Délais d'intervention maximum à compter du signalement de la panne (du lundi au dimanche)
Pannes urgentes	6 heures ouvrées maximum
Pannes ordinaires	12 heures ouvrées maximum

Définition d'une panne urgente : risque d'électrocution, droit de retrait des employés, rupture de la chaîne du froid, toute panne entraînant des perturbations importantes dans la production.

Définition d'une panne ordinaire : les autres types de pannes.

Si un délai de plus de 48 heures est nécessaire pour la résolution du dysfonctionnement, une solution de substitution sera mise en place, par le Titulaire, sans surcoût pour l'acheteur.

19.5 – Sous-traitance

Attention, l'appel à la sous-traitance et les délais nécessaires à la validation des sous-traitances (DC4) et des autorisations d'accès des personnels ne permettent pas de dérogation aux délais de remise en service exigés. Ces délais doivent donc être anticipés et la procédure de validation des sous-traitants enclenchée dès le début de la prestation de maintenance.

19.6 – Contrôles et inspections réglementaire

19.6.1 – Documents de référence

Le référentiel pour le présent marché est le Guide OEAP, Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP.

L'ensemble de ce document y compris ses annexes est à considérer dans sa globalité comme la base des attentes de la personne publique sur cette consultation.

Le contrat prend donc en compte par ordre de priorité :

- Le guide OEAP
- Le présent CCAP
- Le programme technique

19.6.2 – Référentiels

- Décret 81-436 du 4/05/81 relatif aux contrats d'exploitation des installations de chauffage ou de climatisation ou se référant à cette exploitation.
- Décret n° 2009-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts.
- Décret 98-817 du 11/09/98 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.
- Décret 98-833 du 16/09/98 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.
- Arrêté du 30/11/2005 modifiant l'arrêté du 23/06/78 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public.
- Arrêté du 15/12/2016 concernant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kW.
- Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.
- Réglementation F-GAS
- Décret 2010-349 du 31/03/2010 relatif à l'inspection des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles.
- Article R224-59-1 et 2 du code de l'environnement.
- Articles R543-82 et R541-45 du code de l'environnement.
- Article R131-19 à R131-23 du code de la construction et de l'habitation.

19.6.3 – Généralités

Le forfait du Titulaire est réputé comprendre sans supplément toutes les vérifications, et contrôles réglementaires prévus par la réglementation en vigueur concernant les installations et équipements pris en charge dans le cadre du présent marché d'exploitation, définis et répertoriés dans le programme du présent marché.

Le Titulaire informera le Client des dates programmées des visites réglementaires et remettra obligatoirement dans un délai maximum de 30 jours, après réception, un exemplaire du rapport de l'organisme ou entreprise au Client, accompagné de ses observations, avis et propositions et attestations de levées de réserve.

En cas de risques imminents détectés lors de ces contrôles, l'entreprise interviendra immédiatement pour assurer la sécurité des personnes et simultanément préviendra le Client du problème et de ses conséquences.

La Titulaire assume la fourniture des éventuels produits et consommables nécessaires aux tests et contrôles.

Contrôles par organisme ou personne compétent

Sont systématiquement inclus dans le forfait de l'entreprise, pour les équipements sous sa responsabilité, tous les contrôles et visites réglementaires par entreprises compétentes ou personnes qualifiées.

Contrôles réglementaires bâtiment aires par organismes agréés

Tous les contrôles et visites réglementaires, par entreprises compétentes, personnes qualifiées ainsi que par organisme agréé (agrément ministériel) sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire prend à sa charge toutes les vérifications, et contrôles réglementaires prévus par la réglementation en vigueur concernant les installations et équipements pris en charge dans le cadre du présent marché.

Ceci concerne tant les contrôles par entreprises compétentes et qualifiées que ceux par organismes agréés ministériels.

Le Titulaire informe le service bénéficiaire des dates programmées des visites réglementaires et remettra obligatoirement dans un délai maximal de 30 jours, après réception, un exemplaire du rapport de l'organisme agréé au service bénéficiaire, accompagné de ses observations, avis et propositions et attestations de levées de réserve.

En cas de risques imminents détectés lors de ces contrôles, le Titulaire intervient immédiatement pour assurer la sécurité des personnes et, simultanément, prévient le service bénéficiaire du problème et de ses conséquences.

Le Titulaire assume la fourniture des éventuels produits et consommables nécessaires aux tests et contrôles.

19.6.4 – Livrables à transmettre

Date ou périodicité de remise des	Documents
15 jours avant la prise d'exploitation	Contrat d'assurance du marché
Mois 1	PPSP ou plan de prévention
Mois 3	Copie des programmes Régulation et GTB
Tous les mois	Relevés des différents compteurs d'énergie
	Echange de données relatives aux dépannages
	Extraction des données de suivi des sondes de contrôle de température/performance (fichier exploitable sous tableur excel)

Tous les 2 mois	Bulletin d'information (consolidation des actions de maintenance, des dépannages effectués, des pièces remplacées...)
Tous les 3 mois	Point trimestriel sur les rendus de suivi automatisé (temp/conso, propositions d'actions correctives...)
Tous les 6 mois	Réunion d'exploitation
	Rapport de surveillance des équipements de sécurité incendie
	Rapport d'analyse des eaux de chauffage et d'eau chaude sanitaire
Autant que nécessaire	Rapport sur incident
	Tenue du livret de chaufferie / livret de climatisation obligatoire/Registre de sécurité
Annuelle	Rapport de maintenance au titre du P2 (compris copie des visites réglementaires, tests d'étanchéité, analyse d'air, débits d'air, équilibrage des réseaux, ...)
	Rapport des travaux réellement effectués au titre de la garantie des différents matériels dans le cadre de la GPA.
	Mise à jour du plan de prévention
	Mise à jour du contrat d'assurance
	Visite contradictoire éventuelle
	Bilan énergétique de l'installation
	Contrôle des disconnecteurs, adoucisseur, désemboueur, rendements de combustion, ramonages, fiches d'entretien/étanchéité des installations/circuits frigorifiques...
	Contrôle d'étalonnage des compteurs (eau, calories...)
	Mise à jour des fiches matériels
	Bilan énergétique de l'installation, consommations, COP, autres rendements, d'jus, jours de chauffe...
	Bilan qualité autour du suivi des sondes de contrôle et suivi des consommations
	Justificatif des entretiens réglementaires
	PV des contrôles réglementaires par entreprise accréditée
	Bordereaux de suivi de déchets
1 mois avant la fin du marché	PV contradictoire des installations + PV de GPA pour la 1ere année

19.6.5 – Périodicité de certains contrôles

Postes concernés	Référence réglementaire	Périodicité
Aération et assainissement	Programme Tome 2 et arrêté du 8/10/87	Annuelle
Installation de climatisation (installation collective)	Code de l'environnement Art R543-79 à 81	Annuelle
Installation thermique – entretien annuel	Code de l'environnement Art R224-41-4 à 9 et Art CH58 du règlement de sécurité des ERP	Annuelle
Installation gaz	Règlement de sécurité ERP, Art GZ30, CH58 et GC22	Annuelle

Équipements de sécurité incendie	Code du travail (article R4227-28 à R4722-4), ERP (arrêté du 25/06/1980 modifié), bâtiment habitation (arrêté du 31/01/1996 modifié)	Annuelle
Installations électriques	Code du travail (article R4226)	Annuelle
Installation thermique – contrôle de l'efficacité énergétique	Code de l'environnement Art R224-31	Tous les 2 ans
Installation thermique – mesure des NOx	Code de l'environnement Art R224-41-1	Tous les 2 ans
Système de climatisation (installation individuelle)	Code de l'environnement Art R224-59-1 à 11	Tous les 5 ans

19.7 – Notification des dates d'allumage et d'extinction

- Sur demande expresse de la personne publique par téléphone et confirmation par mail
- Signalement 24h avant le besoin fonctionnel
- Nombres d'allumage et d'extinction illimitées

Ouverture – fermeture de l'établissement

L'établissement sera occupé toute l'année.

Cependant et si une connaissance précise d'une période d'inoccupation venait à se déterminer, l'Acheteur pourra demander au titulaire d'arrêter les installations ou à défaut de basculer vers la température d'inoccupation.

Il veillera en cas d'arrêt total des installations à conserver cependant la ventilation hygiénique des locaux.

Ces dates d'inoccupation seront transmises suffisamment tôt par l'Acheteur au titulaire.

À la reprise après l'arrêt total des installations, la durée/délai d'allumage est de 24h00 maxi.

19.8 – Notification des pannes

La notification des pannes s'effectue sur demande expresse de la personne publique par téléphone et/ou par mail.

Suivi des demandes d'intervention

Chaque déclenchement d'incident, défaut, ou appel feront l'objet d'un courriel par les services utilisateurs sur une boîte fonctionnelle au choix du Titulaire.

Chaque demande est enregistrée par le Titulaire et doit obligatoirement préciser :

- la date et l'heure du déclenchement,
- l'auteur du déclenchement et son interlocuteur chez le Titulaire ainsi que leurs coordonnées téléphoniques et courriel,
- l'objet du déclenchement en précisant et détaillant le matériel concerné, le lieu précis (localisation sur le site), le degré d'urgence et le problème constaté.

Et au fur et à mesure, de l'intervention :

- le nom de l'intervenant du Titulaire ou de son sous-traitant et ses coordonnées téléphoniques et courriel,

- la date et l'heure,
- le contenu de l'intervention,
- la date et l'heure de fin d'intervention et de retour à la normale,
- à défaut, la date et l'heure de mise en place d'un mode dégradé, les délais prévisibles de remise en service et les causes du retard (devis, délais de livraison, ...) afin de permettre l'information aux services concernés.

L'accès par le service bénéficiaire à ces informations doit être permanent et le demandeur doit disposer d'un retour d'information systématique sur la prise en compte et la suite de sa demande.

Un bilan des interventions, suite aux déclenchements de défauts ou d'appels, sera produit lors de chaque revue de contrat par le Titulaire et « justifiera du niveau de son engagement de résultats ».

ARTICLE 20- FORME ET CONTENU DES PRIX

Postes	Définition	Forme de la rémunération	Base de calcul
P2 Exploitation (incluant chauffage, climatisation, ventilation)	Conduite, surveillance, réglage, nettoyage, entretien courant des installations, astreinte, maintenance préventive, systématique, petits consommables < 100€ HT. Un contrat annuel de maintenance des installations de GTB avec le fournisseur de cet équipement doit également être prévu à votre offre si vous proposez cet équipement. Les visites périodiques réglementaires sont à mentionner dans ce poste.	$\frac{P2o \times \text{Nb jours période}}{365 \text{ jours}}$	année
Contrôles réglementaires	Conduite, surveillance, réglage, nettoyage, entretien courant des installations, astreinte, maintenance préventive, systématique, petits consommables < 100€ HT. Un contrat annuel de contrôle périodique par un établissement accrédité doit également être prévu à votre offre. Les visites périodiques réglementaires sont à mentionner dans ce poste.	$\frac{\text{Contrôles réglementaires } o \times \text{Nb jours période}}{365 \text{ jours}}$	année

Point spécifique à la détermination des djus de la période de chauffe ou de rafraîchissement représentent la somme de l'ensemble des djus des jours de fonctionnement de l'installation à l'exception des djus de chaque journée d'arrêt de service. Les djus du jour d'arrêt ne sont pas comptabilisés alors que ceux du jour d'allumage le seront.

ARTICLE 21- PRIX ET CONDITIONS DE FACTURATION

21.1 – Prix maintenance

Les prix pour la maintenance sont réglés à prix forfaitaires.

Le contrat est rémunéré par application du prix forfaitaires mentionnés dans l'Acte d'Engagement.

Les prix proposés comprennent toutes les sujétions particulières et difficultés relatives à l'exécution du marché stipulées dans le CCAP et le Programme.

Point particulier aux consommations d'énergie du site

Le marché étant de type PF, l'approvisionnement en énergie est à la charge exclusive du maître d'Ouvrage.

Aucune rémunération n'est associée à la fourniture d'énergie.

21.2 – Révision du prix maintenance

Les Prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de démarrage de la prestation, avec les formules suivantes :

Postes	Formule de révision	Observation
P2 Exploitation	$0.15 + 0.7 (ICHT\ IME/ICHT\ IME_o) + 0.15 (FSD1/FSD1_o)$	ICHT IME = moyenne des 12 valeurs de la période concernée (*) FSD1 = moyenne des 12 valeurs de la période concernée (*)
Contrôles réglementaires	CPF 71.20 / CPF 71.20 _o	CPF 71.20 = moyenne des 12 valeurs de la période concernée (*)

(*) les 12 valeurs sont comptabilisées à partir de la valeur du mois 0.

Valeur o des indices ou tarifs : mois de remise de l'offre.

La régularisation intervient dans le 1er trimestre suivant la fin de l'exercice civil concerné.
En cas d'année incomplète de facturation, le calcul des révisions s'effectuera sur la moyenne de X valeurs concernées par la période.

Clause de sauvegarde

- Coefficient de révision supérieur à 20 %
- Variation d'un indice de plus de 30 %
- Disparition d'un indice

Dans tous ces cas, une renégociation des clauses de variations pourra être engagée pour permettre la continuité du dit marché.

21.3 – conditions de facturation et modalités de règlement

Le règlement des prestations a lieu mensuellement à terme échu sur la base du 1/12 de la valeur annuelle des honoraires proposés dans l'acte d'engagement.

P2 Exploitation	1/12 de la valeur annuelle
Contrôles réglementaires	1/12 de la valeur annuelle

La dernière facture inclura la révision des prix et mentionnera le décompte des sommes préalablement payées.

ARTICLE 22- PÉNALITÉS DE MAINTENANCE

Les pénalités ci-après sont applicables et cumulables.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure du titulaire par simple constat du service bénéficiaire sur la base de la première demande par courriel ou par l'outil de suivi.

Les pénalités définies ci-après seront décomptées de la première demande jusqu'à ce que soit mis fin aux manquements constatés.

L'application de plusieurs causes de pénalités pourra être mise en œuvre pour un même dysfonctionnement.

Pénalités	Mode d'affectation	Montant de la pénalité
Retard dans la mise en route ou interruption du chauffage (idem rafraîchissement)	Entre 12 et 24 heures	1% des honoraires annuels de maintenance pour le tranche horaire correspondante
	> 24 heures	2% des honoraires annuels de maintenance par tranche de 24h
Insuffisance ou excès de température chauffage (écart de + ou - de 1°C)	Par tranche de 4 heures	100 €/tranche
Insuffisance ou excès de température ECS (écart de + ou - de 2°C)	Par tranche de 4 heures	100 €/tranche
Retard d'intervention pour dépannage, idem astreinte	Entre 4 et 24 heures	1% des honoraires annuels de maintenance pour le tranche horaire correspondante
	> 24 heures	2% des honoraires annuels de maintenance par tranche de 24h
Absence de visite périodique, non-respect d'obligation contractuelle	Par constat	150€ / constat
Non tenue du livret de chaufferie	Par constat	50€ / constat
Retard ou défaut d'entretien	Par constat	75€ / constat
Absence aux réunions ou convocations non justifiées	Par constat	150€ / constat
Retard d'envoi des éléments de contrôles (relevé de compteur...)	Par constat	150€ / semaine
Retard de production de rapport	Par constat	150€ / semaine
Contenu de rapport de maintenance non conforme aux exigences	Par constat	150€ / constat
Absence de production des contrôles réglementaires obligatoires	Par constat	500€ / constat
Absence de résolution des éventuelles non conformités	Par constat	500€ / constat

CHAPITRE V – CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 23– RÉSILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 24– PROPRIÉTÉS INTELLECTUELLES

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 25 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant de l'acheteur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsable » (RFAR) et au label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent accessibles et téléchargeables sur le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>)

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 26 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

26.1 – Médiateur – relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

26.2 – Le CCIRA

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable
(CCIRA) de Bordeaux
DREETS Nouvelle Aquitaine
Pôle C
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 BORDEAUX Cedex

Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél : 05 56 12 20 47

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr (merci de préciser CCIRA de Bordeaux en objet)

26.3 – Tribunal compétent en cas de litige

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif
9 rue Tastet
33000 BORDEAUX
tél. : 05-56-99-38-00 - télécopieur : 05-56-24-39-03
Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Information sur les recours :

- *Référé pré-contractuel jusqu'à la date de signature du marché ;*
- *Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;*
- *Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet ;*
- *Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé : deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du contrat appropriée.*

CHAPITRE VI – DÉROGATIONS

ARTICLE 27 – DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
3.2	13.1.1
7.3.2	10.1.1
15	14.1.1 14.1.2 14.1.3